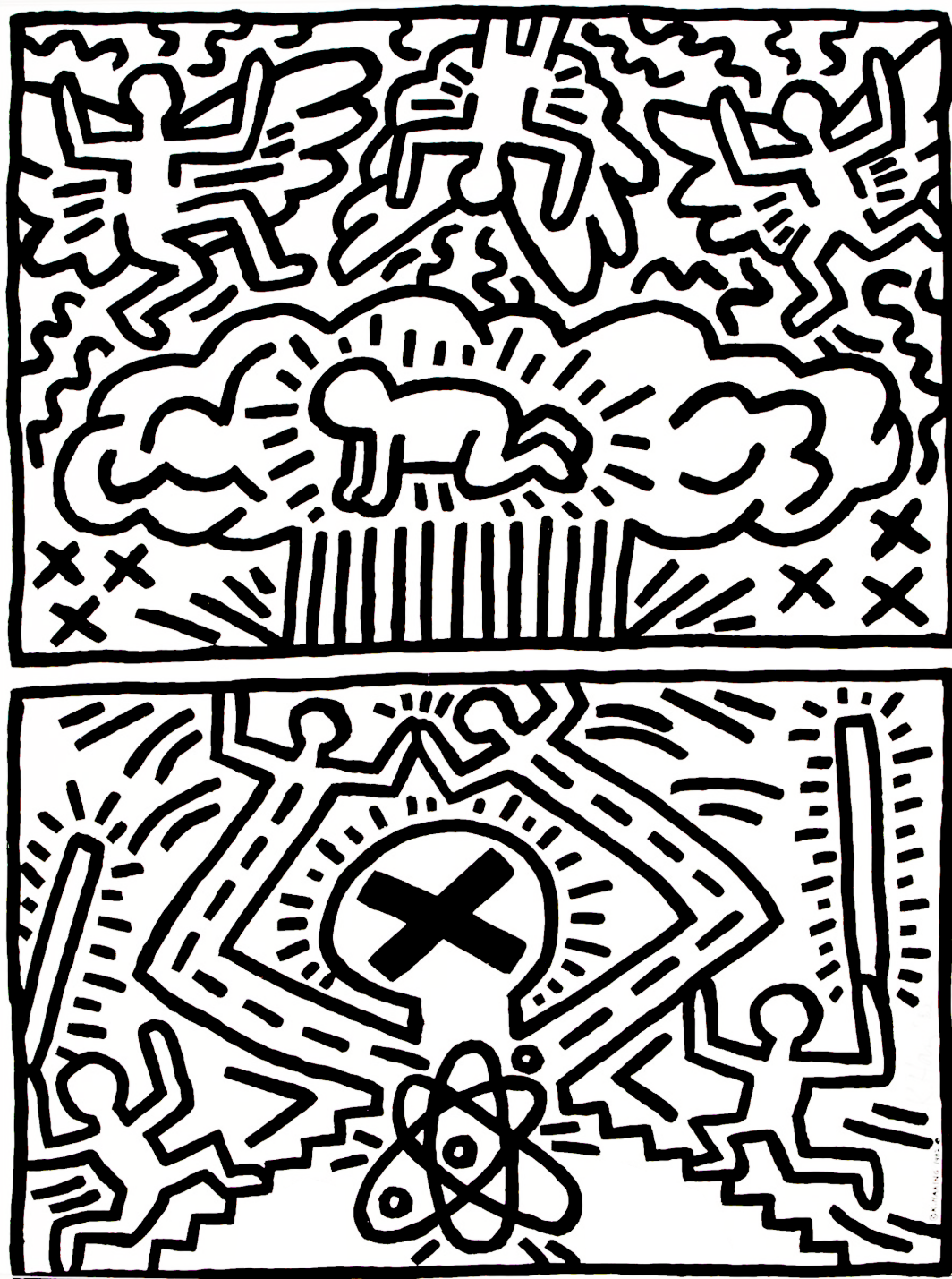


Comment on lutte à Bure

UN RÉSUMÉ D'UNE LUTTE ANTINUK



SEPTEMBRE 2026

Table des matières

Introduction.....	2
1. Bref historique de la lutte.....	3
2. Le territoire et la lutte.....	8
A) Les lieux appartenant à l'Andra.....	8
Le laboratoire de l'Andra.....	8
Le bois Lejuc.....	9
La gare de Luméville.....	10
Le foncier et l'Andra.....	11
B) Les lieux des opposant.es.....	11
La maison de résistance.....	11
L'Affranchie.....	12
L'Augustine.....	12
3. Quelques stratégies de lutte.....	12
A) Vers une autonomie matérielle.....	12
B) La lutte juridique.....	13
C) L'action directe sur place.....	13
D) La communication et les événements.....	14
Bibliographie commentée.....	15

INTRODUCTION

Cette brochure assez courte ne se veut ni exhaustive ni impartiale. Elle représente une vision parcellaire des événements pour donner aux personnes s'intéressant nouvellement à la lutte de Bure un aperçu des différentes dynamiques ayant lieu actuellement. On se focalise notamment sur la vie locale dans les environs de Bure. Pour des informations complémentaires, on vous renvoie vers la bibliographie commentée située à la fin de la brochure.

TERMINOLOGIE IMPORTANTE

ANDRA : L'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs est à la fois une agence de communication pro-nucléaire, un agent corrupteur qui achète son droit à polluer le territoire et une entreprise scientifico-industrielle souhaitant réaliser l'un des projets les plus délirants du 21ème siècle.

CIGEO : le projet délirant en question. Si on croit les apprentis-sorcières de l'ANDRA, ce chantier devrait s'étaler sur 135 ans et coûter plusieurs dizaines de milliards d'euros afin d'enterrer dans 300 km de galeries à 500m de profondeur les déchets radioactifs ultimes de l'industrie nucléaire actuelle et future. Le creusement de nouvelles galeries est censé se faire alors même que d'autres seraient en train d'être remplies de déchets...

GIP : le Groupement d'Intérêt Public est une structure qui a permis à l'ANDRA d'arroser les départements de la Meuse et de la Haute-Marne d'argent public afin d'acheter les consciences et de faire taire les oppositions. Plusieurs dizaine de millions d'euros ont déjà été dépensés dans ce cadre.

1. BREF HISTORIQUE DE LA LUTTE

L'État projette de stocker les déchets les plus fortement radioactifs en profondeur depuis la fin des années 1980 et c'est au début des années 1990 que le site de Bure est choisi pour abriter un laboratoire de recherches. Une contestation antinucléaire s'oppose à ce projet dès le début. Des personnes luttent donc à Bure contre le projet de poubelles nucléaires depuis plus de 30 ans. Entre 1987 et 2015 ont lieu de nombreuses actions, manifestations, pétitions, initiatives antinucléaires dont on ne retracera pas l'historique précis dans cette brochure. On va se concentrer sur les dix dernières années entre 2015 et 2025 pour se concentrer sur les dynamiques récentes de la lutte à Bure.

On choisit de se concentrer également sur quelques dates importantes de la lutte¹ plutôt que sur le calendrier administratif du laboratoire de l'ANDRA qui deviendra la poubelle nucléaire si le projet aboutit. Pendant toutes ces années, de nombreux actes administratifs sont réalisés pour permettre le projet CIGEO selon un saucissonnage administratif qui rend difficile une contestation

¹ Une chronologie beaucoup plus exhaustive de la lutte se trouve dans le livre « Notre colère n'est pas réversible » du collectif Burestop réédité en 2024.

juridique sur le fond du projet. On pense notamment aux innombrables enquêtes publiques qui ont lieu régulièrement sur le territoire, une parodie de démocratie où on fait semblant de demander son avis à la population locale, à la Déclaration d'Utilité Publique (déposée en 2020 et validée en 2023) ainsi qu'à la Demande d'Autorisation de Création (déposée en 2023 et encore en cours d'instruction), etc.

Août 2015 : camp VMC

En lien avec les mobilisations contre les grands projets inutiles notamment à la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, un camp autogéré anticapitaliste et anti-autoritaire est organisé à Bure. Le camp VMC rassemble plus d'un millier de personnes sur 10 jours. La préparation du camp et le camp fait connaître la lutte dans le milieu autonome et zadiste et de nombreuses nouvelles personnes se mettent à investir la lutte à Bure

2016-2018 : Occupations du bois Lejuc

Le bois Lejuc est un bois essentiel pour le projet CIGEO : l'ANDRA souhaite le raser et le niveller pour y installer des cheminées d'aération. Cette aération servirait à évacuer des galeries de stockage l'hydrogène explosif qui est produit sans discontinuer par les déchets radioactifs. Pour empêcher ce projet destructeur, trois occupations du bois Lejuc se succèdent entre 2016 et 2018. Du 19 juin 2016 au 7 juillet 2016, la première occupation empêche des travaux dans le bois Lejuc. Suite à l'expulsion, l'ANDRA entreprend de construire un mur qui, à termes, prévoit d'entourer complètement la forêt. Les militant.es vont alors faire tomber le mur en août 2016 avant de commencer la seconde occupation du bois en septembre 2016.

Cette dernière durera 18 mois jusqu'au 22 février 2018 pendant lesquels la lutte ainsi que la répression s'intensifient. À l'été 2017, la première édition du festival des Bure'lesques, un festival d'information destiné entre autres aux habitant.es, rencontre un

grand succès. Le 15 août 2017, les gendarmes attaquent une manifestation de 700 personnes et blessent une trentaine de personnes dont deux gravement (une personne gardera des séquelles au pied). Une troisième occupation en juillet 2019 qui durera seulement quelques jours et montrera que malgré la répression (voir après), il était encore possible de s'organiser et de défier l'État nucléaire.



2018-2020 : perquisitions et procès

Les procès sont nombreux au tribunal de Bar-le-Duc et des séances entières sont réservées pour les « anti-Bure ». Cette stratégie de harcèlement judiciaire culmine le 20 juin 2018 avec la perquisition simultanée de 11 lieux de vie et d'organisation de la lutte qui marque le début d'un procès pour association de malfaiteurs. Sur toutes les personnes poursuivies, trois personnes n'ont pas encore été relaxées même si les chefs d'accusation se sont considérablement dégonflés depuis l'ouverture de l'instruction. Dans le cadre de l'instruction pour association de malfaiteurs, 10 militant.es contre CIGEO ont l'interdiction de se voir et de se contacter pendant quasiment 3 ans.

2019-2020 : Bombes atomiques et Bure'lesques

Malgré la répression féroce de l'État et les traumatismes qui en découlent, différents événements redonnent de l'espoir sur zone. À l'été 2019, 3500 personnes viennent à la deuxième édition des Bure'lesques. Peu après, en septembre 2019, les bombes atomiques organisent un week-end en mixité choisie sans mecs cis qui rassemble 500 personnes. La dynamique autour des bombes atomiques amène pour longtemps une forte dynamique queer dans la lutte à Bure.

2021 : 1-2-3 procès et Rayonnantes

Un rassemblement festif d'une centaine de personnes se réunit devant le tribunal Bar-Le-Duc les 1, 2, 3 juin 2021 pour soutenir les personnes impliquées dans l'association de malfaiteurs. Plus de 500 personnes viennent au camp des Rayonnantes du 16 au 26 août où l'on parle de luttes décoloniales, féministes, antinucléaires, etc. Le 21 août, une manifestation inspirée des méthodes de Ende Gelände s'élance en plusieurs cortèges depuis le camp et la coopération de différents modes d'action permet le sabotage d'un futur dépôt ferroviaire de l'ANDRA.



La gare pendant le camp des Rayonnantes en 2021

2022 : chantiers et fête des barricades à la gare

Plusieurs semaines de chantiers et la fête des barricades en 2022 anticipent à la gare de Luméville un des futurs moments forts de la lutte : la phase d'expropriation des terrains nécessaires pour construire la future voie ferrée qui amènera les déchets radioactifs et qui entraînera l'expulsion de la gare de Luméville. Le même été, la troisième édition des Bure'lesques fait encore une fois carton plein auprès des habitant.es de la région et des militant.es.

En parallèle, les rencontres nomades de chorales militantes à l'été 2022 réunit plus de 400 personnes pendant une semaine autour de la transmission de chants et d'une manifestation devant le laboratoire de l'ANDRA.

En mars 2022, deux camarades sont interpellés en Savoie dans le cadre d'une instruction judiciaire sur des sabotages de téléphériques dans les Alpes contre l'entreprise POMA. Ces sabotages répondent à l'appel à actions décentralisées « Enfouissons POMA »².

2023 : Bestiales et lutte paysannes et rurales

Les dynamiques d'organisations d'événements thématiques pour créer des liens entre les luttes antinucléaires et d'autres luttes continuent. Ainsi, un rassemblement antispéciste, les Bestiales, est organisé à l'hiver 2023. Autour des semeuses, collectif de maraicher.es constitué en 2020, un rassemblement estival réunit plusieurs centaines de personnes autour des luttes paysannes et rurales d'ici et d'ailleurs. Ces rassemblements thématiques font échos à d'autres rassemblements qui ont lieu les années précédentes et suivantes sur des thèmes variés : week-end anticarcérale, semaine de formation médic,

2024 : début des expropriations et semaine antinucléaire

² La brochure *POMA et l'industrie du nucléaire* détaille le rôle de POMA dans le projet CIGEO et recense des actions décentralisées contre cette entreprise.

L'année 2024 marque le début de la phase des expropriations pour construire la voie ferrée entre Gondrecourt et le laboratoire, une procédure encore en cours aujourd'hui. En parallèle de l'opposition aux expropriations, la maison de résistance accueille des rencontres printanières contre le nucléaire et les bure'lesques continuent sur leur lancée avec leur 4ème édition. Dans la lignée de la précédente, une deuxième fête des barricades réunit différentes luttes autour d'ateliers pratiques et discussions stratégiques.

2025-2026: Expulsion de la gare

Les procédures judiciaires liées aux expropriations se sont terminées à l'automne 2025. La gare de Luméville est alors devenue une zone d'occupation jusqu'à son expulsion le 20 avril 2026. Pendant cette demi-année d'occupation, plusieurs dizaines de personnes ont habité le lieu jusqu'à la décision collective de partir le 19 avril 2026 face à l'imminence de l'expulsion (plus de 800 gendarmes mobilisés ainsi qu'un véhicule blindé de la gendarmerie, le centaure).

Dans le futur

Avec le début progressif des travaux liés à CIGEO (forages, coupes dans le bois Lejuc, construction de la voie ferrée), le territoire va progressivement se transformer en zone de chantier et la lutte n'aura d'autres choix que de continuer à s'opposer juridiquement et sur le terrain pour faire dérailler l'État nucléaire.

2. LE TERRITOIRE ET LA LUTTE

A) LES LIEUX APPARTENANT À L'ANDRA

Le laboratoire de l'Andra

En 1998, la Haute-Marne et la Meuse sont retenues pour la construction d'un « laboratoire souterrain de recherches géologiques » gérée par l'Andra (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) suite notamment au volontariat d'élus

locaux comme Gérard Longuet, député de la Meuse et ancien membre du GUD, groupe violent d'extrême droite. D'autres départements avaient été pressentis mais de trop nombreuses oppositions ont empêché le projet. La construction du laboratoire débute à Bure en 2000. Les pétitions et manifestations ne faiblissent pas. En 2006, l'État valide le stockage souterrain à Bure et charge l'Andra de la conception et de la réalisation du projet Cigéo pour 2025. Le projet a déjà pris plusieurs années de retard. Aujourd'hui, le laboratoire de l'Andra est une petite zone industrielle dans la campagne meusienne/haut-marnaise surveillée depuis l'été 2017 par un escadron de gendarmes mobiles postés en permanence à l'intérieur du laboratoire. Le laboratoire contient notamment un puits avec 2 km de galeries test à 500m de profondeur. Cette petite ville se compose également d'un centre technologique, d'un hôtel-restaurant, d'une épicerie, d'une station-essence de l'écothèque, des archives d'EDF.

Le bois Lejuc

Dans le projet Cigéo, le Bois Lejuc tient une place importante: il doit servir, après défrichage, à accueillir les puits qui « aéreront » les galeries souterraines remplies de déchets radioactifs. En juillet 2015, le Conseil municipal de Mandres-en-Barrois vote favorablement pour l'échange de la forêt communale du Bois Lejuc avec le Bois de la Caisse, propriété de l'Andra. Cela malgré la contestation locale.

Suite à une plainte pour conflit d'intérêt et vote par bulletin secret non déclaré, ce vote est renouvelé en mai 2017.

À l'été 2016, l'Andra est sur le point d'entreprendre des travaux de défrichage du Bois Lejuc de manière illégale car sans permis préalable. Le « pic-nic interminable » du 19 juin 2016 marque le début de la première occupation. Des clôtures de l'Andra sont abattues à cette occasion. Après 3 semaines d'occupation, la forêt est expulsée à 6h du matin le 7 juillet 2016. Pour empêcher l'accès au Bois Lejuc, l'Andra érige un mur d'enceinte en béton, toujours sans permis de construire. Elle sera condamnée pour ces travaux

illégaux. Le 15 août 2016, une manifestation s'élance et, s'apercevant que la forêt est vide de gendarmes, décide d'abattre ce mur. Les semaines qui suivent, la forêt est de nouveau occupée. Pour donner plus d'assises à cette occupation, une procédure juridique remet en cause la propriété légale de l'Andra sur le bois Lejuc. Le 22 février 2018 à 6h du matin, le Bois Lejuc est de nouveau expulsé. La même journée la Maison de Résistance est attaquée par la gendarmerie. En juillet 2019, une réoccupation de 3 jours se fera rapidement expulsée. Depuis, l'accès au bois est interdit et surveillé par des caméras et des patrouilles de gendarmes.

La gare de Luméville

L'ancienne gare de Luméville-en-Ornois a été achetée en 2007 par un groupe de militant.es et d'opposant.es ayant compris l'intérêt stratégique de ce terrain d'environ 8 hectares. En quasiment 20 ans, la gare est devenue un lieu important de la lutte. Au début en ruines, la maison a été petit à petit rénovée jusqu'à devenir aujourd'hui un lieu confortable avec deux dortoirs, une bibliothèque, une cuisine.

La gare a accueilli de nombreux événements festifs et politiques : le Hippie Pest en 2010, le camp VMC en 2015, le printemps des luttes paysannes en 2016, le camp des Rayonnantes en 2021, des multitudes de semaines de chantiers, de formations médic, etc. Elle a constitué donc un lieu ressource, d'organisation et d'accueil pour les collectifs, les militant.es et les curieux.es où il était possible de vivre toute l'année.

La gare de Luméville était située sur le trajet de la voie ferrée censée amener les matériaux de construction pour le projet CIGEO ainsi que les déchets radioactifs. Via un processus d'expropriation possible grâce à la déclaration d'utilité publique du projet CIGEO, l'ANDRA a récupéré la propriété du terrain. Le 19 avril 2026, la gare de Luméville a été expulsée par 800 gendarmes mobiles. Actuellement, elle est entourée par une barrière et surveillée 24h/24 par des vigiles.

Le foncier et l'Andra

Ces trois exemples – le laboratoire, le bois leduc et l'ancienne gare de Luméville – ne sont que des symboles des possessions foncières de l'Andra. En effet pour réaliser un projet coûtant plusieurs dizaines de milliards d'euros, l'Andra a besoin de beaucoup, beaucoup de terres.

Pour les acquérir, l'Andra a utilisé de nombreuses stratégies dont l'intimidation et le harcèlement de propriétaires pour qu'ils vendent ou acceptent des échanges. C'est également par le biais des SAFER (Sociétés d'Aménagement du Foncier et d'Établissement Rural) que l'Andra s'est progressivement accaparée plus de 3000 ha de terrains, dont 1000 ha de terres agricoles et 2000 ha de forêts augmentant le prix du foncier et compliquant les installations agricoles.

Aujourd'hui, le projet CIGEO a été déclaré d'Utilité Publique. L'Andra utilise donc la justice pour exproprier les propriétaires et récupérer le foncier qui leur manque. Plus de 300 propriétaires étaient concernés par la première vague d'expropriation en janvier 2025. On s'attend à ce que d'autres vagues d'expropriation suivent pour récupérer d'autres terrains dont l'Andra a besoin pour le projet CIGEO (par exemple pour construire la voie de train entre Gondrecourt-le-château et Ligny-en-barrois).

B) LES LIEUX DES OPPOSANT.ES

La maison de résistance

En 2004, des anti-nucléaires de France et d'Allemagne créent l'association Bure Zone Libre (BZL). L'année suivante, ils achètent avec le réseau Sortir Du Nucléaire, un vieux corps de ferme à rénover au cœur de Bure. Cela deviendra la « Maison de Résistance à la poubelle nucléaire ». La maison est un lieu de contre-information sur Cigéo et d'organisation de la lutte. Aujourd'hui, la

maison est habitée toute l'année et elle est ouverte à toutes et à tous.

L'Affranchie

Achetée en 2018, l'Affranchie est un lieu à Mandres-en-Barrois sans eau courante ni électricité. Une procédure judiciaire de l'Andra, via la SAFER, a essayé de préempter l'achat de ce corps de ferme mais les deux propriétaires opposant.es ont eu gain de cause devant la justice. L'Affranchie restera donc une maison collective et de nombreux chantiers ont eu lieu ces dernières années pour la rendre plus confortable (notamment des travaux sur son toit).

L'Augustine

Achetée par des opposant.es, l'Augustine est devenue un lieu collectif en 2019. Les bombes atomiques, collectif de lutte féministe et antinucléaire, ont investi l'endroit notamment en y organisant régulièrement des rencontres en mixité choisie et ont appelé de nombreux autres collectifs à les rejoindre pour faire vivre l'Augustine. L'Augustine accueille de nombreux collectifs comme le groupe pain (et son four), la Matmouth (une mutuelle de matériel prêtant du matériel d'événement à prix libre), les germeuses (un collectif de maraîchage succédant aux semeuses créées en 2020), le bar-restaurant « le bois le jus », etc. Actuellement une sauna mobile construite pendant un chantier en 2023 est dans le jardin de l'Augustine et permet de rappeler à toustes que pour lutter sur la durée, il faut savoir prendre soin de nous !

3. QUELQUES STRATÉGIES DE LUTTE

Cette présentation est évidemment partielle et partielle mais donne une idée de quelques initiatives sur place.

A) VERS UNE AUTONOMIE MATÉRIELLE

De nombreux collectifs essayent de construire des alternatives pour être autonomes face au capitalisme industriel. Ces initiatives sont

évidemment imparfaites mais nous permettent de limiter notre dépendance. On peut parler notamment des différents collectifs présents à l'Augustine (voir ci-dessus) mais aussi des nombreuses semaines de chantier où un accent particulier est mis sur le partage de connaissances.

La totalité des lieux collectifs de la zone se chauffent avec du bois coupé dans les forêts via le système des affouages. Via ce système, les habitant.es des communes de la Meuse se voient attribuer chaque année des parcelles dans les forêts communales pour y couper des arbres sélectionnés par l'ONF³ et transformer ces arbres en bois de chauffe.

B) LA LUTTE JURIDIQUE

De nombreuses associations, on pourrait citer par exemple Burestop et le réseau Sortir du Nucléaire, soutiennent la lutte et attaquent en justice toutes les étapes juridiques nécessaires au projet CIGEO. Ces batailles juridiques permettent de gagner du temps et ont déjà enregistré de belles victoires comme l'annulation de la cession du bois Lejuc à l'ANDRA en 2017 ce qui a participé à légitimer l'occupation du bois Lejuc.

Cette lutte juridique s'inscrit dans la dynamique des fronts contre CIGEO : front associatif et syndical, front juridique, front pédagogique, etc.

C) L'ACTION DIRECTE SUR PLACE

Choisir d'habiter en Meuse, terre que l'État souhaite transformer en dépottoir nucléarisé, est déjà un acte de résistance. Mais c'est loin d'être le seul sur place. Ainsi la brochure « Dans la nuit du ... » retrace un historique de toutes les actions directes qu'il y a eu contre CIGEO. On peut par exemple citer l'incendie sur le chantier de la nouvelle gendarmerie à Gondrecourt en mai 2023 ou le sabotage de fibres optiques le 30 juillet 2024 à Contrisson dans le cadre de la mobilisation contre les Jeux Olympiques⁴ et la

³ Office Nationale des Forêts

⁴ Voir la brochure Pagaille dans les flux.

construction en novembre 2024 d'un mur de 25m2 et de 6 tonnes sur le trajet de la future voie ferrée en la mémoire du militant antinucléaire Sébastien Briat tué lors d'une action de blocage d'un train CASTOR.

D) LA COMMUNICATION ET LES ÉVÉNEMENTS

De nombreux événements et camps sont organisés à Bure sur des sujets variés ce qui permet de faire découvrir la lutte contre le projet CIGEO à une grande diversité de personnes et de créer des liens forts entre Bure et différentes luttes. Cela est notamment possible grâce aux nombreuses ressources sur place (matériel d'événement, nombreux lieux possédés par les opposant.es, expériences d'organisation qui se transmettent, etc.).

Les grands camps d'été sont un rendez-vous annuel en Meuse pour des centaines de militant.es depuis 2015 : le camp VMC en 2015, l'occupation du bois en 2016, les 5 éditions des Bure'lesques en 2017, 2019, 2022, 2024 et 2026), les Rayonnantes en 2021, les Luites Paysannes et Rurales en 2023, la fête des barricades en 2024 et septembre infini en 2025.

Mais ce n'est pas qu'en été que les lieux de la lutte accueillent des rassemblements : des événements sont organisés tout le long de l'année. On pense par exemple aux Bestiales 1 et 2 en février 2023 et 2025, aux semaines antinucléaire de 2021 et 2024, à la semaine anticarcérale de 2020, etc.

La communication passe aussi par l'automédia qui alimente très régulièrement le site bureburebure.info et le petit journal contre CIGEO - 6 publications mensuelles depuis septembre 2024 et par des relais associatifs comme le réseau sortir du nucléaire, l'association burestop, etc. Pendant l'occupation du bois, un autre type de petit journal, le Hiboux Express, partageait les dernières nouvelles de l'occupation du bois et des lieux collectifs.

De nombreuses initiatives sur place essayent également de créer du lien avec les habitant.es du Sud Meuse comme le bar-restaurant de l'Augustine ayant lieu tout les jeudis soirs depuis 2023 mais aussi le

tractage du petit journal contre CIGEO dans de nombreuses boîtes aux lettres d'habitant.es. D'autres projets collectifs permettent de rendre la vie dans le sud Meuse encore plus belle, comme le bar de 3 vallées dans la commune de Tréveray et ses karaokés réputés dans toute la Meuse.

BIBLIOGRAPHIE COMMENTÉE

Notre colère n'est pas réversible du collectif Burestop - Livre réédité en 2024 qui retrace avec de nombreuses photos et témoignages toute l'histoire de la lutte contre les projets d'enfouissement de déchets nucléaires en France depuis ses débuts en 1987 jusqu'en 2024.

100 00 ans, Bure ou le scandale enfoui des déchets nucléaires de Pierre Bonneau, Gaspard d'Allens et Cécile Guillard aux éditions du Seuil - Magnifique BD retraçant les principaux arguments contre le projet CIGEO

Le nucléaire c'est fini de la Parisienne libérée aux éditions La Fabrique - Un des meilleurs livres pour expliquer pourquoi il faut être antinucléaire aujourd'hui.

Histoire et contexte de la lutte de Bure - été 2021 - Brochure qui va plus dans le détail notamment sur la lutte avant 2015.

2015-2025 : 10 ans de lutte à Bure - Vidéo de témoignages de personnes vivant actuellement à Bure retraçant l'historique de la lutte sur les dix dernières années

Vivre à Bure en 2025 : Vidéo de témoignages sur la vie quotidienne des opposant.es ayant choisi de s'installer sur place.

Les vidéos et brochures ci-dessus sont disponibles sur le site de bureburebure.info ainsi que beaucoup d'autres ressources sur la lutte.



BU RÉ SU MÉ

Cela fait plus de 30 ans que l'on lutte à Bure ! Et pour perdurer dans le temps, la lutte se réinvente régulièrement avec de nouvelles personnes et de nouvelles dynamiques. Cette brochure se concentre sur la période la plus récente de la lutte depuis le camp VMC en 2015 en passant par l'occupation du bois Lejuc. Aujourd'hui, la lutte à Bure regroupe une large diversité de tactiques allant des actions en justice aux actions directes en passant par l'organisation de nombreux événements pour faire découvrir l'antinucléaire et la Meuse au plus grand nombre



L. Han. 6/10